



# LA MUTATION POST-SOCIALISTE

GRZEGORZ W. KOLODKO\*

**L**a mutation systémique post-socialiste est un processus historique de transition progressive d'une économie socialiste planifiée, fondée sur la domination de la propriété d'État et la réglementation bureaucratique, vers une économie de marché capitaliste, fondée sur la domination de la propriété privée des moyens de production et la déréglementation libérale. C'est un processus extrêmement complexe, qui dépend à la fois de facteurs de dimension économique, mais aussi sociale et politique, et influe sur eux (Kolodko, 2000a). Sur le plan économique, la mutation consiste en trois processus parallèles étroitement liés :

- libéralisation et stabilisation macroéconomique ;
- développement institutionnel ;
- restructuration microéconomique.

Ce n'est que lorsque ces processus ont lieu de manière intégrée (ce qui sous-entend qu'ils doivent être plus ou moins concomitants) que nous constatons une mutation systémique, c'est-à-dire l'abolition de l'ancien système et son remplacement par un nouveau. Lorsque seuls un ou deux d'entre eux ont lieu, en revanche, il ne s'agit que d'une réforme du système existant, qu'elle ne cherche pas à abolir. Bien au contraire, en améliorant son efficacité économique, elle entend obtenir l'adhésion du public au système et, par conséquent, le préserver. C'est la démarche qui a été adoptée, par le passé, en Yougoslavie, puis en Hongrie et en Pologne, ainsi que pendant les dernières années de l'Union soviétique. Tout cela a eu lieu avant 1989, année généralement perçue comme un tournant de l'histoire, même si les racines des bouleversements systémiques remontent souvent bien plus loin dans le passé<sup>1</sup>.

De surcroît, les premières réformes de l'économie planifiée socialiste expliquent pour beaucoup l'évolution ultérieure du processus de muta-

\* Directeur de TIGER - Transformation, Integration and Globalization Economic Research - et professeur d'économie à l'Académie d'entrepreneuriat et de gestion (WSPiZ) Leon Kozminski, ul. Jagiellonska 59, 03-301 Varsovie. Détenteur d'une bourse John C. Evans d'études polonaises et européennes (Département des sciences politiques, Université de Rochester). De 1994 à 1997, premier vice-premier ministre et ministre des Finances de la Pologne.  
<http://kolodko.tiger.edu.pl>.



tion, s'agissant tant de la restructuration institutionnelle que de la sphère réelle. Les résultats relativement meilleurs obtenus par certains pays - Hongrie ou Slovénie, par exemple - pendant la première décennie de la grande mutation sont largement imputables aux premières réformes, qui ont appliqué des mécanismes de marché improvisés dans le cadre de l'ancien système. En Pologne, les réformes des années 1970 et, surtout, des années 1980 ont considérablement facilité la mutation qui s'en est suivie. Grâce à elles, la période de récession liée à la transition a été relativement brève malgré les graves erreurs de conception et d'exécution du début des années 1990. La récession n'a duré que trois ans, et certains mécanismes de marché ont commencé à fonctionner en Pologne plus tôt que dans d'autres pays post-socialistes qui n'avaient pas engagé de réformes, comme par exemple l'ex-Tchécoslovaquie ou la Bulgarie<sup>2</sup>.

La mutation peut s'analyser à différents niveaux et selon de nombreux points de vue - également en termes de continuité et de modification de l'évolution du système<sup>3</sup>. Notons que l'expression « mutation systémique » ne s'applique pas à l'évolution du système capitaliste des premières années du XX<sup>e</sup> siècle - que Keynes percevait comme un marché mondial de plus en plus efficient tandis que Lénine y voyait un impérialisme de plus en plus avide - à celui du début du XXI<sup>e</sup> siècle, que nous voyons dans une perspective de mondialisation. Pourtant, ces « deux capitalismes » sont diamétralement opposés, la transition de l'un à l'autre étant de nature qualitative. La raison en est que ces mutations se sont produites de façon évolutive, l'élément de continuité prévalant clairement sur celui de changement - malgré l'apparition, entre-temps, des chocs que furent la grande dépression de 1929-1932, la deuxième guerre mondiale ou la crise énergétique de 1973-1977. Pour être plus précis, le facteur dominant est celui de la continuité institutionnelle accompagnée d'une incessante évolution des modalités et détails de fonctionnement des institutions, tandis qu'on observe peu de changements radicaux et de mutations révolutionnaires, ce qui est le cas dans la mutation post-socialiste.

Dans le dernier cas, cependant, la continuité reste un facteur très important, tant dans les pays où les réformes systémiques ont été engagées de manière plus radicale, comme en Roumanie, que dans ceux où des conditions favorables à l'apparition d'un nouveau système et les premiers signes annonciateurs de ce système existaient déjà dans le contexte de l'ancien système, comme en Pologne. Aujourd'hui, cependant, la question de la continuité doit s'examiner sous un angle légèrement différent, notamment en raison du champ (le monde dans son ensemble) et de la profondeur (toutes les sphères de l'activité économique) accrus de la phase actuelle de mondialisation. Pour le moment, nous sommes incapables non seulement de prédire quand la mutation s'achè-



vera, mais aussi de dire quand elle a réellement commencé. Des doutes récurrents de ce type auront une incidence sur la définition même du mot « mutation ».

Fait intéressant, l'évaluation annuelle de l'économie mondiale publiée en 2000 par le Fonds monétaire international considère la Chine ainsi que le Viêtnam et les autres États d'Indochine comme des économies en transition dans le même sens où ce terme est appliqué à l'Europe Centrale et Orientale et à l'ex-Union soviétique. Ce qui est encore plus intéressant, c'est que cette démarche méthodologique conduit le FMI à conclure, de manière assez frappante, que la mutation systémique a commencé en Chine dès 1978 - et au Viêtnam et au Laos en 1986 (FMI, 2000b). Cette interprétation aurait peut-être suscité moins de critiques si le FMI avait, en toute logique, admis que la mutation de la Russie avait commencé à l'époque soviétique (en 1986, avec le lancement du programme inachevé de la *perestroïka*) et celle de la Pologne en 1982 (avec la déclaration de l'état d'urgence et le programme concomitant de réformes économiques). Et la Hongrie ? Vu ce qui vient d'être dit, ne devrions-nous pas situer le commencement de sa mutation en 1968 ? Et peut-être même aux années 1950 pour la Yougoslavie ?

C'est, pour de nombreuses raisons, un problème très intéressant qu'on abordera de façon optimale en utilisant l'exemple de la Chine. Du fait de l'immensité de ce pays et de ce qu'il a presque doublé sa production grâce à une croissance économique rapide à une époque où l'Europe Centrale et Orientale et l'ex-Union soviétique étaient frappées par la grave dépression liée à la transition - qui, en moyenne, a réduit d'environ 30 % leur PIB par rapport à 1989 - l'importance de la Chine croît constamment. La mutation qui s'opère dans ce pays aura d'importantes incidences sur l'ensemble du processus de mutation et de mondialisation.

La Chine est indubitablement plus avancée sur la voie de l'économie de marché que ne le sont nombre de républiques postsoviétiques. Qui se hasarderait à qualifier, disons, le Turkménistan d'économie en transition, sachant que la libéralisation et la mise en place d'institutions de marché y sont moins avancées en 2000 qu'elles ne l'étaient en Pologne en 1989, si ce n'était pour la dimension régionale de l'ensemble du processus de mutation et ses conséquences mondiales ? Certainement personne. Le Turkménistan et certains autres pays tels que l'Azerbaïdjan ou le Kazakhstan peuvent être décrits au mieux comme des économies socialistes (communistes) réformées. Vu la dynamique géopolitique de la mutation, on peut hésiter face à elle, mais on ne peut y échapper. Elle exerce une « gravitation », et tout ce qui tourne autour d'elle doit désormais tourner dans la même direction. La Chine ne fait pas exception. Ce n'était certes pas l'intention des réformateurs chinois d'abolir le système socialiste et d'introduire l'économie capitaliste (nombre d'entre



eux nient une telle intention). Pourtant, les mesures qu'ils ont prises et, avant tout, la logique inexorable de la mutation à l'ère de la mondialisation ont conduit précisément à ce résultat.

En d'autres termes, le facteur de continuité n'a jamais cessé d'opérer - bien au contraire. Son influence persistante crée une situation où le système aborde, à un certain point, une phase qualitativement nouvelle qui ne signifie plus une continuation de la réforme, mais marque le commencement d'un processus de mutation plus avancé. Il a été franchi une ligne d'ombre que nous étions incapables de remarquer auparavant mais qui, maintenant, se révèle appartenir au passé. Le mot « maintenant » désigne ici une situation où le système est jugé irrévocablement orienté vers l'économie de marché par suite d'un processus engagé depuis longtemps. La réforme chinoise n'a pas commencé dans cette direction, mais c'est le point qu'elle atteindra sûrement au bout du compte - peut-être même avant certaines économies dont les progrès vers l'économie de marché semblent plus rapides.

Il est, dans le contexte de la Chine, une dimension plus intéressante qui vaut d'être notée. La mutation touche non seulement l'économie, mais aussi le domaine politique. Elle est une transition non seulement vers l'économie de marché, mais aussi vers la démocratie parlementaire et la société civile, ce qui nous amène à la question théorique et pratique de la compatibilité entre marché et démocratisation. Certains commentateurs prétendent parfois - ce qui ici encore est une question de définition - que la mutation post-socialiste suppose implicitement, dans le cadre de ce processus, l'instauration de la démocratie. Il faut soutenir cette opinion. Si on l'accepte, en effet, le cas chinois ne correspond pas encore à une forme développée de mutation, mais seulement à une réforme de marché avancée mise en œuvre dans le cadre de l'économie socialiste. Soit dit en passant, cette réforme est aujourd'hui plus avancée que ne l'étaient, à la fin des années 1980, celles mises en œuvre en Yougoslavie, en Pologne et en Hongrie.

Toutefois, il est également vrai qu'à long terme, une économie de marché ne peut fonctionner efficacement dans l'économie mondialisée et améliorer sa compétitivité internationale de façon non conflictuelle sans l'instauration d'un État démocratique et d'une société civile. C'est l'enseignement qu'il faut tirer, quoi qu'on en dise, de l'expérience de pays tels que le Chili, l'Indonésie, la Corée du Sud ou Taïwan. Dans des conditions différentes de celles des pays post-socialistes, c'est la maturation des institutions de marché dans un environnement libéralisé s'ouvrant sur d'importants contacts avec le monde extérieur à mesure que les restrictions se levaient qui a forcé le changement démocratique. Ce dernier peut, à l'occasion, freiner les réformes économiques ; à long terme, cependant, il facilite ce processus car la démocratie, hormis le fait



qu'elle est une valeur en soi, est indispensable pour corriger de façon civilisée les excès du marché et de ses mécanismes. En Chine, un temps viendra pour tout, y compris pour la démocratie. Une fois établie, elle soutiendra les institutions de l'économie de marché, qui stimuleront (ou non) la croissance économique.

Pour être bref, la Chine n'aborde que maintenant le stade de la mutation, car c'est maintenant que l'apparition prochaine d'une économie de marché dans ce pays devient inévitable et irréversible. Si, en revanche, quelqu'un préfère supposer, pour simplifier le classement des pays, que ce processus a commencé il y a près d'un quart de siècle, c'est là une question de convention et non de science. De nombreuses propositions peuvent être adoptées par consensus ; seules quelques-unes peuvent être démontrées.

Il y a, aussi, l'aspect mondial : la Chine devient une économie en transition post-socialiste à part entière grâce au processus de mondialisation qui se déroule parallèlement (ce qui vaut également pour le Viêtnam et, dans un contexte légèrement différent, pour certaines républiques postsoviétiques). Les pays susmentionnés souhaitent également participer à l'échange économique mondial et profiter du transfert d'informations, de technologie, de capitaux et de marchandises. Cette participation doit suivre les règles de l'économie de marché. Aujourd'hui, des substituts tels que les zones économiques spéciales ou l'application d'un double système de taux de change ne conviennent plus ; il est impossible de participer de façon constructive à la division internationale du travail sur des bases autres que capitalistes. Car l'économie de marché est une économie capitaliste. Même si certains pays - qualifiés ces temps-ci de « post-socialistes » - ont mis relativement longtemps à comprendre cette vérité (dans le cas de certains, comme le Bélarus, cette compréhension n'est pas encore totale), ils n'ont d'autre choix que de continuer, c'est-à-dire d'instaurer sur leur territoire une économie de marché efficiente et compétitive.

Tout comme il existe différentes économies de marché, la mutation produira différents résultats. Bien qu'aucun pays ne soit, *a priori*, condamné à réussir ou à échouer, certains ont de meilleures chances que d'autres. Cela s'explique par des facteurs purement objectifs tels que la situation géopolitique (il est difficile d'imaginer qu'on puisse être, à cet égard, mieux placé que la Pologne ou moins bien placé que la Moldavie) et, comme nous l'avons vu plus haut, par l'avancement de la réforme des institutions dans le cadre de l'économie planifiée avant la mutation. Rétrospectivement, cela aussi semble être - sous la forme d'un héritage historique - un facteur objectif, mais on a eu le temps de préparer, par des réformes judicieuses appliquées avec des degrés de succès divers, le terrain pour une future mutation. En Pologne, les réformes ont connu



un relatif succès, ce qui a moins été le cas en Roumanie ; la Hongrie a obtenu d'excellents résultats, l'Albanie des résultats médiocres ; en Union soviétique, les réformes, ponctuelles, ont été insignifiantes ; en Chine, les réformes ont revêtu une importance fondamentale. Les résultats sont évidents aujourd'hui.

Toutefois, le succès dépend avant tout de la qualité de la politique appliquée et, en particulier, de l'aptitude à coordonner le changement systémique avec une stratégie de développement. Ce sont là deux aspects distincts de l'activité économique, qui nécessitent un fondement théorique capable de maintenir cette distinction. Car quel que soit le système (ou son stade de transformation fondamentale - c'est-à-dire de mutation), il est toujours possible de mener dans son cadre une politique économique plus ou moins bonne. Ainsi en Pologne, la politique nettement supérieure de 1994-1997 a été remplacée, en 1998-2000, par une politique résolument médiocre tandis qu'en Russie, c'est l'inverse qui s'est produit : la politique déplorable de 1993-1998 a été suivie, en 1999-2000, d'une amélioration visible. Les résultats sont évidents. En Pologne, c'est le changement de politique pour le pire (et non des facteurs liés au système, censé s'améliorer à mesure que la mutation progresse) qui a entraîné une décélération importante de la croissance, une détérioration des finances publiques et une perturbation de l'équilibre financier extérieur, tandis que les phénomènes pathologiques associés à l'économie de marché - corruption et criminalité organisée - se sont développés. En Russie, dans le même temps, l'ampleur de ces maux s'est progressivement réduite, la situation budgétaire s'est améliorée et la croissance de la production a enregistré une importante accélération<sup>4</sup>.

La mondialisation est ainsi un puissant facteur de mutation. La révolution technologique moderne, les bouleversements politiques et l'évolution du savoir économique ont déclenché la mondialisation qui, à son tour, n'a pas manqué d'englober cette immense région de la planète où régnait en maître, encore récemment, une économie planifiée socialiste. Que serait l'économie mondiale si l'on devait soustraire un sixième de la surface terrestre abritant un quart de la population mondiale ? Que serait-elle sans accès aux ressources naturelles, au « marché » et à l'énorme demande potentielle que représente cette région ? Or, si l'on veut profiter d'un marché digne de ce nom, il faut que ce marché résulte du processus de mutation. C'est pourquoi le monde extérieur a tout fait pour que ce processus de mutation prenne, dans les anciens États socialistes à économie planifiée, une forme et une direction conformes aux intérêts stratégiques qui sont ceux des pays étrangers en tant qu'investisseurs et producteurs.

Tout cela pèse sur le processus de mutation et l'on risque de voir l'ancienne économie socialiste remplacée par une économie de marché



sociale pas nécessairement moderne. À une ou deux exceptions près, ce scénario peut être évité par les États candidats à l'Union européenne, à condition que leur politique de réforme structurelle et de développement socio-économique tienne compte de la nécessité impérieuse de créer du capital et des institutions stimulant l'entreprise dans le pays. La plupart des États post-socialistes, cependant, évolueront en économies de marché dépendantes dominées, dans les secteurs clés, par des capitaux étrangers liés à des oligarchies et à des groupes d'intérêt locaux. Même si la voie chinoise vers le capitalisme a été, jusqu'à présent, la négation d'une telle tendance, l'apparition de ce type de capitalisme post-socialiste asservi aux intérêts des pays riches est absolument évidente dans de nombreux pays et dans divers secteurs de leur économie.

L'évolution de la mutation fait apparaître, à ce jour, de nombreuses alliances destructives conclues entre groupes d'intérêt étrangers et nationaux qui exploitent avec talent (du point de vue de leurs propres intérêts) les bouleversements qui accompagnent la mutation, notamment en ce qui concerne la privatisation et la libéralisation des échanges ainsi que la déréglementation des mouvements de capitaux. L'illustration la plus spectaculaire de ce phénomène a été la crise financière qui a dévasté l'économie albanaise en 1997. Suite aux troubles civils provoqués par cette situation, il a fallu une intervention armée étrangère pour ramener un semblant d'ordre. À ce point, cependant, un volume d'épargne équivalant à 60 % du PIB du pays (le plus faible d'Europe, soit dit en passant) avait été détourné et, pour l'essentiel, transféré à l'étranger.

Certes, ce n'est là qu'un exemple, mais les cas peuvent se multiplier, touchant n'importe quelle économie en transition, même si l'ampleur de ces phénomènes diffère en fonction de la solidité des nouvelles institutions de marché, de la maturité du système démocratique et de la qualité globale de la vie publique - notamment de la participation des médias, qui ont les moyens aussi bien d'aider à combattre ce type de pratique malhonnête que d'y participer et de manipuler plus ou moins sans entraves l'opinion publique.

Même l'aide de pays capitalistes hautement développés est parfois illusoire car elle ne profite pas, en réalité, aux économies post-socialistes en tant que telles, mais seulement à une partie de leur élite politique. Janine R. Wedel présente les mécanismes sous-jacents à l'œuvre dans de nombreux pays (y compris la Pologne au début des années 1990, mais principalement la Russie) et observe à juste titre que dans le processus de mondialisation, la nationalité des intervenants n'importe plus, les élites mondiales étant de plus en plus liées entre elles tandis que les liens avec leurs États nations se dissolvent progressivement. Ces groupes se considèrent de plus en plus membres d'un club exclusif plutôt que, disons, américains ou russes<sup>5</sup>.



C'est - malheureusement - vrai, et bien qu'il faille éviter de tomber dans les extrêmes et de généraliser à l'excès, il ne faut pas non plus sous-estimer cette menace. Ces phénomènes ne sont ni la norme, ni des cas pathologiques isolés ; ce sont des types de comportement et des modes de fonctionnement relativement répandus qui ont une influence négative non négligeable sur l'ensemble du processus de mutation. Ils affaiblissent la viabilité de l'économie et sapent le soutien apporté par la société aux réformes tout en renforçant le sentiment antimondialisation suscité par ce processus. Et ce n'est pas parce que de telles distorsions ne seraient pas possibles dans les nouvelles économies de marché sans la mondialisation qu'il faut blâmer cette dernière : le véritable coupable est la malhonnêteté d'une partie des élites politiques et économiques. Celle-ci a différentes causes, mais elle est principalement la conséquence de la faiblesse institutionnelle de l'État post-socialiste et du manque de détermination de ses dirigeants à éradiquer ces comportements.

Le progrès simultané des processus de mondialisation et de mutation montre que les relations économiques capitalistes prennent progressivement pied dans le monde entier, y compris dans les pays post-socialistes. Comme cette partie du monde a, bien entendu, des institutions bien plus faibles et des ressources en capital pour le moment très limitées, elle est particulièrement encline à dépendre du secteur dominant - institutionnellement mûr et richement capitalisé - de l'économie mondiale. L'« unicité » de l'économie mondiale devient ainsi de plus en plus évidente à mesure que se forme un marché mondial unique et intégré. Ce phénomène ne dément pas le fait qu'il n'existe qu'un monde, même si celui-ci donne lieu à de nombreuses situations différentes. C'est comme dans un magasin huppé : on peut y trouver son propriétaire, un fournisseur de produits de luxe, un riche client, quelqu'un qui se contente de faire du lèche-vitrines ou une personne qui n'est là que pour nettoyer le sol.

La situation dans laquelle les économies post-socialistes se trouvent de plus en plus souvent n'est pas nécessairement de bon augure pour l'avenir - en tout cas pas pour tout le monde. Ceux qui estimaient (l'estiment-ils encore ?) que la mutation systémique ouvrirait une voie directe et rapide du « deuxième monde » socialiste vers le « premier monde » des économies capitalistes développées seraient bien avisés d'admettre le scénario plus plausible selon lequel cette voie conduit au « tiers monde ». Pendant ce temps, ce dernier a été renommé - mondialisation oblige - « marchés émergents », ce qui importe en fait assez peu.

Cela signifie, d'une part, que la mondialisation restreint la liberté des pays en transition pour ce qui est des choix économiques et politiques et de la mise en place d'institutions liées à l'économie de marché. Leur politique financière doit ainsi tenir compte des contraintes mondiales





qui leur sont communiquées par le Fonds monétaire international, ainsi que du carcan de la doctrine monétariste néolibérale orthodoxe (dont l'applicabilité aux économies en transition est souvent limitée) ; en outre, les candidats à l'Union européenne doivent se conformer aux normes institutionnelles de cette dernière (les acquis communautaire). Cette situation est de plus en plus perçue et acceptée comme étant « l'état naturel des affaires économiques ». Tout pays qui refuse de s'ouvrir au libre-échange et aux investissements étrangers court à l'échec.

D'autre part, la mondialisation n'impose aucune uniformité des mécanismes et politiques systémiques. Du moins pas au stade actuel. Les gouvernements conservent une importante marge de manœuvre, et la latitude dont ils jouissent actuellement pour ce qui est de prendre des décisions purement souveraines concernant de nombreuses questions cruciales pour l'économie et la société peut même parfois dépasser leur capacité d'action réelle. Ils ne sont donc pas - et ne seront pas, à l'avenir - exonérés en quoi que ce soit de la responsabilité de l'économie nationale.

La mondialisation présente, pour le développement de l'économie post-socialiste, davantage d'occasions que de menaces. Les pays doivent cependant, pour profiter de cette situation, remplir au moins deux conditions. Premièrement, ils ne peuvent se permettre de perdre leur souveraineté économique à un stade précoce de la mutation et de restreindre ainsi grandement leur aptitude à influencer de façon autonome le processus de reproduction. Deuxièmement, ils doivent mettre sur pied un programme approprié de réformes institutionnelles et une stratégie connexe de développement socio-économique capables de tourner les progrès continus de la mondialisation à leur avantage et à celui de l'économie (encore) nationale<sup>6</sup>. Dans de nombreux pays, ces conditions ne sont pas remplies en raison soit de la dépendance excessive de financements extérieurs, soit de l'absence d'un concept approprié de politique économique.

Indéniablement, toute économie en transition post-socialiste en phase d'ouverture s'empêtre immédiatement dans des liens financiers extérieurs. Confrontés à d'immenses besoins en capitaux combinés à la grave dépression liée à la transition, ces pays s'endettent rapidement, parfois au-delà de leur aptitude actuelle et future à rembourser. Lorsque c'est le cas, ils tombent rapidement dans le piège de l'endettement. Tel a été le sort de nombreux pays post-socialistes, petits et grands, que ce soit l'Albanie, l'Ukraine ou la Russie<sup>7</sup>. Par contre, la Chine - le plus grand de tous - a suivi sa propre voie sans abandonner le contrôle de sa propre économie au nom de la libéralisation et des réformes, et a évité cet écueil.

Vu l'ordre institutionnel qui prévaut actuellement dans le monde, un pays qui a contracté des dettes excessives n'a d'autre choix que de



solliciter l'aide du Fonds monétaire international, faute de quoi il risque de se couper du marché des capitaux privés. Il n'existe en théorie aucun obstacle officiel de ce type ; dans la pratique, cependant, ce pays ne pourra rien faire sans conclure un accord avec le FMI. L'accès aux financements étrangers nécessaires dépend par conséquent, en fin de compte, de l'acceptation des termes des plans de stabilisation du Fonds, qui prescrivent généralement une politique de réforme structurelle relativement unilatérale fondée sur l'orthodoxie de ce qu'on appelle le Consensus de Washington (Kolodko, 1998). Lorsqu'un tel plan fait appel au second des éléments susmentionnés, c'est-à-dire lorsqu'il impose une politique économique raisonnable, la situation s'améliore. Malheureusement, ce n'est pas toujours le cas.

Dans tous les pays post-socialistes et, en fait, partout dans le monde, on surestime l'importance des facteurs politiques, institutionnels et financiers extérieurs. Cela vaut en particulier pour le rôle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale (qui, soit dit en passant, ont des fonctions complètement différentes) et pour leur impact sur la mutation. Certains pays réussissent mieux et d'autres moins bien non pas parce qu'ils tiennent compte ou non des suggestions du FMI et de diverses autres organes de l'économie mondialisée, mais parce qu'ils appliquent eux-mêmes une politique économique plus ou moins judicieuse<sup>8</sup>.

L'avenir sera déterminé par la qualité de la politique, même si - comme nous le savons tous - l'héritage du passé et la situation géopolitique jouent également un rôle important. Le monde extérieur peut apporter un soutien, mais il peut également nuire. Ce qui se passe en réalité dépend principalement de la politique économique nationale. Il est évident qu'une bonne politique ne peut se fonder que sur une bonne doctrine économique. Mais il est clair qu'une bonne doctrine (qui, de toute façon, ne prévaut pas toujours) ne peut suffire. La réussite de la mutation économique dépend donc de façon déterminante à la fois de la transformation politique et de la qualité du capital humain et du changement culturel.

Le marché mondial qui prend forme grâce à la mondialisation présente tous les avantages des autres marchés - efficacité d'affectation, adaptabilité aux conditions évolutives de reproduction, réactivités aux initiatives économiques... Il en a aussi, cependant, tous les inconvénients - chômage, effets externes négatifs, différenciation excessive des revenus, marginalisation et exclusion d'une partie de la population des processus de production et de consommation, manque de stabilité conduisant à des crises économiques et financières... La mutation a ces deux types de conséquence, tandis que la mondialisation confère une nouvelle dimension à la fois aux bienfaits/avantages et aux menaces/



risques engendrés par l'économie de marché. Ce qui se passe dans une économie nationale post-socialiste donnée dépend de plus en plus de ce qui se passe à l'extérieur - dans l'économie mondiale. Cependant, il continue de se passer tant de choses dans chaque économie nationale qu'en fait, la politique économique intérieure continue d'exercer une influence dominante sur l'évolution du système et sur le développement socio-économique.

Le progrès technique et les nouvelles technologies confèrent aux inventeurs un avantage compétitif limité dans le temps. Cette vérité est encore plus valable aujourd'hui, à l'ère de l'informatique et de l'Internet, qu'elle ne l'était pour les chemins de fer et le téléphone. Ainsi, les pays post-socialistes ont de meilleures chances de connaître une croissance accélérée ; il leur faudra pour cela améliorer leur base technologique en adaptant à leurs propres fins les inventions et technologies étrangères.

La mondialisation, de son côté, devrait fournir une excellente occasion d'absorber des investissements étrangers directs qui accroissent la compétitivité du pays et facilitent un accès profitable à d'autres secteurs du marché mondial. Il est donc conseillé aux pays de créer en nombre suffisant des emplois de mieux en mieux rémunérés pour contrebalancer la perte naturelle d'emplois qui se produit du fait de l'introduction des nouvelles techniques de production et de l'élimination des anciennes.

Tous ces avantages, combinés à l'efficacité d'affectation renforcée découlant de la maturation des institutions de marché et de la transformation de la stabilisation financière en véritable stabilité devraient ouvrir la voie de la réussite économique. Certains pays post-socialistes auront alors une chance de rattraper, en l'espace de deux générations, les pays les plus riches du monde (Kolodko, 2000b). Une chance historique s'offre ainsi aux habitants de deux immenses continents grâce à trois facteurs exceptionnels qui façonnent notre présent :

- la quatrième révolution industrielle ;
- la phase actuelle de mondialisation permanente ;
- la première révolution post-socialiste.

Certains tireront le meilleur parti de cette chance ; d'autres la manqueront. Ce qui importe le plus, cependant, c'est que nous savons déjà de quoi cela dépendra.

## NOTES

1. Rétrospectivement, apparaît une tendance à simplifier l'histoire et à identifier les dates de transition avec l'arrivée ou le départ d'une personne ou d'un système, ce qui peut, ou peut ne pas, refléter correcte-



ment et précisément le commencement d'un « bouleversement » donné. En particulier à l'Ouest, mais aussi à l'Est sous l'influence de l'Ouest, on note un penchant pour les « dates politiques » liées à l'arrivée au pouvoir de certaines forces ou de certains individus perçus - à tort ou à raison - comme responsables de certains changements. On suppose ainsi souvent que la planification centralisée a commencé en Russie en 1917 alors qu'en réalité, elle n'a été introduite qu'en 1929, ou que le New Deal, aux États-Unis, remonte à 1933 alors que sa mise en œuvre n'a commencé en fait qu'en 1935.

2. Le PIB s'est contracté en Pologne pendant environ trois ans - de mi-1989 à mi-1992 - diminuant pendant ce temps de près de 20 % en valeur réelle. La cause en a surtout été une politique de stabilisation manquée, un mauvais déroulement de la libéralisation des échanges et l'absence de prise en compte de l'impact des aspects institutionnels du changement systémique sur les processus réels. Les conséquences de ces erreurs ont été laborieusement rectifiées au cours des années suivantes (voir Kolodko et Nuti, 1997). Le point de vue du Fonds monétaire international a également quelque peu évolué en ce qui concerne l'influence de ces premières réformes sur l'évolution ultérieure de la mutation (voir FMI, 2000b, Section III).

3. Pour une évaluation des progrès de la mutation, voir la Banque mondiale (1996), Kolodko (1999), le FMI (2000b) et Stiglitz (1999). Pour ce qui est des tentatives de généralisation théorique concernant l'aspect économique de ce processus, voir, notamment, Lavigne (1995), Blanchard (1997) et Kolodko (2000a).

4. Tandis que les erreurs de politique économique commises après 1997 en Pologne ont fait chuter la croissance du PIB de 6,4 % en moyenne en 1994-1997 - période d'application de la « Stratégie pour la Pologne » - à 4,4% en 1998-2000, la tendance en Russie a été exactement inverse : on est passé d'une chute moyenne de 5,3 % en 1994-1998 à une croissance moyenne d'environ 5 % en 1999-2000. En 2000, cette différence en faveur de la Russie a été encore plus prononcée (4,4 % en Pologne contre 7 % en Russie).

5. D'après *Johnson's Russia List*, n° 4661, 30 novembre 2000. Janine R. Wedel, professeur d'anthropologie à l'Université de Pittsburgh, est une fine observatrice et une critique opiniâtre des distorsions accompagnant la mutation. Elle s'est vu décerner le prix Grawemeyer des idées améliorant l'ordre mondial pour son livre analysant l'aide étrangère (c'est-à-dire essentiellement américaine) aux pays post-socialistes. Voir Wedel (1998).

6. Cette « continuité » revêt une importance plus que symbolique. À l'époque de la mondialisation, les activités commerciales s'exercent de façon ininterrompue. Il se déroule sans cesse, en dehors de chaque économie nationale, des processus qui influencent cette même économie. La mise en œuvre des politiques - en particulier la politique économique - observe par contre une pause nocturne. Auparavant, cela importait peu car « tout le monde » dormait. Aujourd'hui, cependant, il existe toujours quelqu'un qui est éveillé et fait des affaires, promouvant ses intérêts, pas nécessairement les nôtres.

7. Il apparaît déjà clairement que la Russie, malgré plusieurs séries de restructurations, va perdre une fois de plus son aptitude à assurer le service de sa dette extérieure d'ici à 2003, lorsque des paiements d'un montant global dépassant 17 Md\$ vont devenir exigibles. Dans ces circonstances, il a été proposé à plusieurs reprises de convertir une partie de la dette extérieure en biens publics en attente de dénationalisation. Même si cette opération ne prend pas la forme d'un échange direct de créances contre actifs, elle revient - économiquement parlant - au même, le remboursement de la dette publique étant de plus en plus financé par les revenus de la privatisation. En Pologne, la situation est comparable. Bien que la dette extérieure initiale, qui s'élevait à un peu plus de 40 Md\$ au début des années 1990, ait été réduite de moitié, la dette extérieure de la Pologne atteignait, à la fin de la décennie, 70 Md\$ (dette publique, Banque centrale et entreprises confondues). Au cours des seules années 1998 à 2000, elle a brutalement augmenté de plus de 21 Md\$, limitant la marge de manœuvre tant du gouvernement que des entreprises débitrices. Le pire, cependant, est que cela n'a presque pas amélioré la compétitivité de l'économie, comme en témoigne l'augmentation concomitante de deux fois et demie du déficit de la balance courante : de 3 % du PIB en 1997 à 7,5 % en 1999.

8. Je pourrais également développer cette affirmation et l'illustrer de ma propre expérience, acquise dans le cadre de recherches menées en 1991-1992, puis en 1999-2000 au Fonds monétaire international et, en particulier, au Gouvernement polonais, où j'ai été responsable de la politique économique de 1994 à 1997. Ces années furent les meilleures de l'histoire de la mutation de la Pologne, ce qui a également été dû, dans une certaine mesure, au fait que, vice-premier ministre et ministre des finances, je n'ai suivi les conseils du FMI que lorsqu'ils étaient avisés ; lorsqu'ils ne l'étaient pas - ce qui, après tout, est arrivé plus d'une fois - j'ai maintenu le cap, m'en tenant à notre ligne interne et résistant aux pressions et suggestions venant de l'extérieur.

## REFERENCES

- BLANCHARD O. (1997). *The Economics of Post-Communist Transition*, New York: Oxford University Press.
- BORDO M. D., B. EICHENGREEN and D. A. IRWIN (1999). « Is Globalization Today Really Different than Globalization a Hundred Years Ago? », *NBER Working Paper*, 7195, National Bureau of Economic Research, Cambridge, Mass. (June).
- CHAN-LAU, J. and Z. CHEN (1998). « Financial Crisis and Credit Crunch as a Result of Inefficient Financial Intermediation - with Reference to the Asian Financial Crisis », *IMF Working Paper*, WP/98/127, International Monetary Fund, Washington, DC (September).
- COHEN, D. (1998). *The Wealth of the World and the Poverty of Nations*, Cambridge, Massachusetts - London, England: The MIT Press.
- CRAFTS N. (2000). « Globalization and Growth in the Twentieth Century », *IMF Working Paper*, WP/00/44, International Monetary Fund, Washington, DC (April).
- Economist (2000a). « Untangling e-economics. A Survey of the New Economy », *The Economist*, September 23rd.
- Economist (2000b). « Responsible regionalism », *The Economist*, December 2nd.
- FRANKEL J. (2001). « Globalization of the Economy », in: Joseph Nye and John Donahue, *Governance in a Globalizing World*, Washington, DC: Brookings Institutions Press (in print).
- HORGAN J. (1996). *The End of Science*, New York: Addison-Wesley.
- IMF (2000a). *Globalization: Threat or Opportunity?*, Washington, DC: International Monetary Fund (April).
- (2000b). *World Economic Outlook. Focus on Transition Economies*, Washington, DC: International Monetary Fund (October).
- (2000c). *One World, One Currency: Destination or Delusion?*, Economic Forum, November 8.
- KEYNES J. M. (1920). *The Economic Consequences of the Peace*, New York: Harcourt Brace and Howe.
- KOLODKO G. W. (1998). « Economic Liberalism Became Almost Irrelevant... », *Transition*, The World Bank, Washington, DC, Vol. 9, n° 3 (June), pp. 1-6.
- (1999). « Transition to a market economy and sustained growth. Implications for the post-Washington consensus », *Communist and Post-Communist Studies*, Vol. 32, n° 3, (September), pp. 233-261 (see also « Ten Years of Postsocialist Transition: the Lessons for Policy Reforms », *Policy Research Working Paper*, n° 2095, The World Bank, Washington, DC (April).
- (2000a). *From Shock to Therapy. The Political Economy of Postsocialist Transformation*, Oxford - New York: Oxford University Press.
- (2000b). « Globalization and Catching-up: From Recession to Growth in Transition Economies », *IMF Working Paper*, WP/00/100, International Monetary Fund, Washington, DC (June).
- (2000c). *Post-Communist Transition. The Thorny Road*, Rochester, NY, USA, and Woodbridge, Suffolk, UK: University of Rochester Press.
- (2001). « Moja globalizacja, czyli dookola swiata i z powrotem » [My Globalization, or Around the World and Back Again], Torun: TNOiK.
- KOLODKO G. W. and D. M. NUTI (1997). « The Polish Alternative. Old Myths, Hard Facts and New Strategies in the Successful Transformation of the Polish Economy », *Research for Action*, 33, The United Nations University, World Institute for Development Economics Research, WIDER, Helsinki.
- LAVIGNE M. (1995). *The Economics of Transition: From Socialist Economy to Market Economy*, Chatham, Kent: Macmillan.
- LENIN V. I. (1950). *Imperialism, the Highest Stage of Capitalism*, Lenin Collected Works, vol. 22, Moscow.
- MUNDELL R. A. (2000). « The International Financial Architecture. The Euro Zone and Its Enlargement in Eastern Europe », *Distinguished Lectures Series*, n° 1, Leon Kozminski Academy of Entrepreneurship and Management, Warsaw.
- O'ROURKE, K. and J. WILLIAMSON (1999). « The Heckscher-Ohlin Model Between 1400 and 2000. When



It Explained Factor Price Convergence, When It Did Not, and Why », *NBER Working Paper*, n° 7411, National Bureau of Economic Research, Cambridge, Mass. (November).

STIGLITZ J. E. (1998). « Economic Science, Economic Policy, and Economic Advice ». Paper presented at the Annual Bank Conference on Development Economy (ABCDE) « Knowledge for Development », World Bank, Washington, DC (April).

— (1999). « Whither Reform? Ten Years of the Transition ». Paper presented at the Annual Bank Conference on Development Economy (ABCDE) « Ten Years of Transition », World Bank, Washington, DC (April).

WEDEL J. R. (1998). *Collision and Collusion: The Strange Case of Western Aid to Eastern Europe 1989-1998*, New York: St. Martin's Press.

WORLD BANK (1996). *World Development Report 1996: From Plan to Market*, New York: Oxford University Press.

— (2000). *World Development Report 2000/2001. Attacking Poverty*, Washington, DC: Oxford University Press published for the World Bank.

